

# Chronologie 1991 (\*)

## Environnement extérieur de la France

### Événements internationaux

- I. 3 — George Bush fait une dernière offre de dialogue direct à l'Irak, à l'approche du 15 janvier, date au delà de laquelle l'ONU a autorisé l'usage de la force pour obtenir le retrait du Koweït des troupes irakiennes qui l'occupent depuis le 2 août.
- 13 — Echec de la « mission de paix » à Bagdad de Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU.
- 17 — Premiers bombardements de l'aviation alliée sur le sol irakien et koweïtien.
- 18 — Les premiers missiles irakiens atteignent Israël.
- 23 — Les forces de la coalition acquièrent la supériorité aérienne et intensifient leurs bombardements des troupes irakiennes en Irak et au Koweït.
- II. 21 — La Tchécoslovaquie devient le vingt-cinquième pays membre du Conseil de l'Europe.
- 22-25 — Les Irakiens multiplient les rafles de civils au Koweït et détruisent des installations pétrolières.
- 24 — Les forces terrestres alliées se lancent à la conquête du Koweït.
- 26 — Saddam Hussein annonce le retrait des troupes irakiennes du Koweït.
- 27 — Le gouvernement irakien informe l'ONU qu'il accepte sans conditions les douze résolutions du Conseil de sécurité. Les combats s'interrompent définitivement à l'aube du 28.
- III. 2 — Le Conseil de sécurité vote, par onze voix contre une (Cuba) et trois abstentions (Chine, Inde, Yémen), la résolution 686, qui fixe les conditions du cessez-le-feu avec l'Irak.

---

(\*) Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30 et 35. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques ; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- 16-28 — De violents combats opposent dans le sud de l'Irak l'armée irakienne et les chiïtes. Le 19, les rebelles kurdes s'emparent de la ville pétrolière de Kirkouk.
- 23 — Formation d'un nouveau gouvernement irakien dans laquelle le pouvoir de Saddam Hussein est toujours dominant.
- 28 — Reprise aux Kurdes par l'armée irakienne de la ville de Kirkouk.
- IV. 2 — Le Conseil de sécurité de l'ONU est saisi par la France de la tragédie des Kurdes irakiens.
- 4 — George Bush confirme que les Etats-Unis refusent d'intervenir militairement « dans les affaires intérieures de l'Irak ».
- 5 — Le Conseil de sécurité de l'ONU vote par dix voix contre trois (Cuba, Yémen, Zimbabwe) et deux abstentions (Chine, Inde) la résolution 688 qui condamne la répression des populations civiles irakiennes.
  - Une action humanitaire en faveur des kurdes est lancée, sous l'impulsion française.
- 15 — Inauguration à Londres en présence d'une trentaine de chefs d'Etats de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), créée pour aider l'Europe de l'Est.
- 16 — George Bush accepte une intervention militaire au sol en territoire irakien et envoie des soldats américains pour créer et protéger les camps de réfugiés kurdes.
- 20 — Des troupes anglaises et françaises se joignent aux troupes américaines pour préserver le peuple kurde.
- 29 — Accord des signataires du traité sur l'Antarctique pour y interdire toute exploitation minière pendant 50 ans.
- V. 20 — Le Conseil de sécurité vote une résolution créant un fonds d'indemnisation qui devra être alimenté par l'Irak pour réparer les dommages de la guerre du Golfe.
- 28 — L'alliance économique, COMECON, créée en 1949 et qui regroupe six pays d'Europe de l'Est, la Mongolie, le Vietnam et Cuba est dissoute.
- VI. 5 — Suspension de l'activité de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) implantée dans 69 pays et dont le principal actionnaire est l'émirat d'Abou-Dhabi.
- VII. 1 — Dissolution officielle du Pacte de Varsovie.
- IX. 17 — Le nombre des pays membres de l'ONU passe à cent soixante-six avec l'admission des deux Corées, des trois états Baltes, de la Micronésie et des îles Marshall.
- X. 14 — Le prix Nobel de la paix est attribué à Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition birmane détenue depuis 1989 par la junte militaire au pouvoir.

- 30 — Ouverture à Madrid de la conférence plénière de la conférence de paix sur le Proche-Orient qui sera suivie le 3 d'une série de rencontres bilatérales entre Israéliens et Arabes.
- XI. 26 — La Pologne devient le vingt-sixième pays membre du Conseil de l'Europe.

### **CEE**

- IV. 30 — La Sept et Arte Deutschland TV s'unissent pour créer une chaîne culturelle européenne, qui émettra au printemps 1992.
- VII. 1 — Demande d'adhésion de la Suède à la CEE.
- 26 — Compromis sur les importations d'automobiles japonaises entre la CEE et le Japon, après dix-huit mois de négociations.
- X. 2 — Veto de la Commission de Bruxelles au rachat du constructeur aéronautique canadien De Havilland par le français Aérospacial et l'italien Alenia, affirmant que ce rachat constituerait une menace pour la concurrence sur le marché des avions de transports régionaux.
- 14 — François Mitterrand et Helmut Kohl annoncent la création d'un corps d'armée franco-allemand qui pourrait être l'embryon d'une force européenne au sein de l'UEO.
- 22 — Les Douze membres de la CEE et les sept de l'Association européenne de libre-échange (AELE) concluent un accord sur la création en 1993 d'un Espace économique européen (EEE) commun.
- XI. 22 — La Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie signent à Bruxelles des accords d'association avec la CEE.
- XII. 9-12 — Quarante sixième sommet européen de Maastricht (Pays-Bas) où un accord sur une union économique et monétaire est conclu. Une monnaie européenne unique sera créée au plus tard avant le 1er janvier 1999. La Grande-Bretagne décide de ne pas participer à l'Europe sociale, et bénéficie, en matière de monnaie unique, d'une clause d'exemption.

### **Afrique du Sud**

- VI. 27 — Abrogation des trois dernières lois qui régissaient l'apartheid institué en 1948.

### **Algérie**

- V. 25 — Le Front islamique de salut (intégriste) appelle à la grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation de la loi électorale adoptée pour les législatives du 27 juin et la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Les manifestations d'islamistes se multiplient à Alger.
- VI. 5 — Instauration de l'état de siège. Sid Admed Ghozali est nommé premier ministre.

- XII. 26 — Premier tour des élections législatives, où le Front islamique du salut (FIS) obtient 188 sièges sur 430 à l'Assemblée nationale, tandis que le FLN n'en a que 15, et le FFS d'Aït Ahmed 25.

### **Allemagne**

- I. 1 — Pendant l'année 1990, dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,7 % et en moyenne de 2,8 % par rapport à 1989 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,1 % et en moyenne de 5,1 % par rapport à 1989 ;
  - l'augmentation du PIB en 1990 par rapport à l'année précédente a été de 8,3 %, après avoir été de 5,9 % en 1989 ;
  - l'excédent commercial a été de 105,2 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 77,4 milliards de DM (Allemagne unie à partir du second trimestre 1990).
- A la fin de l'année 1990 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,7 million, soit 6,2 % de la population active.
- 31 — La Bundesbank relève son taux d'escompte de 6 % à 6,5 %.
- II. 26 — Helmut Kohl annonce des augmentations d'impôts et de taxes pour financer la réunification allemande.
- III. 18 — Manifestations à Leipzig contre la montée du chômage dans l'ex-RDA.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- VI. 20 — Décision de transfert de Bonn à Berlin du siège du gouvernement et du Bundestag.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- 16 — La Bundesbank relève son taux d'escompte de 6,5 % à 7,5 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 1,5 %.
- XII. 20 — La Bundesbank relève son taux d'escompte de 7,5 % à 8 %.

### **Etats-Unis**

- I. 1 — Pendant l'année 1990 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 6,3 % et en moyenne de 5,3 % par rapport à 1989 ;
  - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 1,2 %, mais en moyenne elle a été en hausse de 1 % par rapport à 1989 ;

- l'augmentation du PIB en 1990 par rapport à l'année précédente a été de 1 %, après avoir été de 2,5 % en 1989 ;
  - le déficit commercial a été de 123 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 92 milliards de dollars.
- A la fin de l'année 1990 le nombre des demandeurs d'emploi était de 7,6 millions, soit 5,4 % de la population active.
- 25 — Confirmation de la récession de l'économie américaine par la baisse de 2,1 % du PNB au quatrième trimestre 1990.
- II. 1 — La Réserve fédérale abaisse son taux d'escompte de 6,5 % à 6 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- VII. 3 — IBM conclut une alliance technologique avec Apple, ainsi qu'une coopération avec l'Allemand Siemens dans les composants électroniques.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- IX. 13 — Baisse du taux d'escompte de 5,5 % à 5 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- 2 — IBM et Apple annoncent une alliance globale pour faire face à la crise mondiale de l'informatique.
- XI. 6 — Baisse du taux d'escompte de 5 % à 4,5 %.
- XII. 18 — Au moment où General Motors, premier constructeur automobile mondial annonce un plan de suppression de 74 000 emplois, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale déclare « la reprise, clairement, a flanché ».
- 20 — La Réserve fédérale abaisse d'un point le taux d'escompte de 4,5 % à 3,5 %, son plus bas niveau depuis vingt-sept ans (novembre 1964).
- 30 — George Bush en visite officielle en Asie dénonce sévèrement le « protectionisme » japonais.

### **Haïti**

- IX. 30 — Le père Jean-Bertrand Aristide, président élu démocratiquement en décembre 1990, est renversé par un coup d'état militaire.

### **Inde**

- V. 21 — Assassinat de Rajiv Gandhi, Premier ministre de 1984 à 1989 et président du Parti du Congrès.

### **Italie**

- II. 3 — Le PC se transforme en « parti démocratique de la gauche ».
- III. 1-7 — 20 000 albanais prennent d'assaut des bateaux pour se réfugier en Italie.
- 29 — Démission du gouvernement de Giulio Andreotti.
- IV. 19 — Nouveau gouvernement formé par Giulio Andreotti. La coalition, au pouvoir depuis 1983, ne comprend plus que les démocrates-chrétiens, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux.
- VIII. 7 — Rapatriement de force de 20 000 albanais ayant débarqué le long des côtes des Pouilles.

### **Japon**

- I. 1 — Pendant l'année 1990 :
  - la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,7 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1989 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,8 % et en moyenne de 4,8 % par rapport à 1989 ;
  - l'augmentation du PIB en 1990 par rapport à l'année précédente a été de 7,7 %, après avoir été de 6,6 % en 1989 ;
  - l'excédent commercial a été de 7 596 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 5 202 milliards de yen.
- A la fin de 1990 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,3 million, soit 2,1 % de de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- VII. 1 — Baisse du taux d'escompte de 6 % à 5,5 %.
- 10-12 — Visite officielle de Toshiki Kaifu, chef du gouvernement japonais, en Chine, la première depuis la répression du « Printemps de Pékin » en juin 1989.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 1 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0 %.
- XI. 14 — Baisse du taux d'escompte de 5,5 % à 5 %.
- XII. 30 — Baisse du taux d'escompte de 5 % à 4,5 % pour soutenir une activité économique en net ralentissement.

### **Pologne**

- I. 1 — Nomination de Jan Krzysztof Bielecki au poste de Premier ministre. Le 5, formation du gouvernement.
- III. 15 — Les pays créanciers regroupés au sein du Club de Paris accordent à la Pologne une annulation de 50 % de sa dette publique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 48 milliards. Le 21, les Etats-Unis portent l'allègement à 70 % pour les 3,8 milliards qui leur sont dus.
- V. 20-23 — Lech Walesa effectue la première visite officielle en Israël d'un chef d'Etat polonais. Le 20, devant la Knesset, il demande solennellement « pardon » pour ceux de ses compatriotes qui ont persécuté des juifs.

### **Portugal**

- I. 1 — Mario Soares, chef de l'Etat depuis 1986, est réélu président avec 70 % des suffrages.
- X. 6 — Aux élections législatives le parti social démocrate (centre-droit) de Anibal Cavaco Silva, premier ministre depuis octobre 1985, conserve la majorité absolue.

### **Roumanie**

- IX. 25 — Manifestations de mineurs à Bucarest suivie de nombreux affrontements pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement. Démission de Petre Roman, Premier ministre depuis décembre 1989.

### **Royaume-Uni**

- I. 1 — Pendant l'année 1990 :
  - la hausse des prix de détail a été en glissement de 9,5 % et en moyenne de 9,4 % par rapport à 1989 ;
  - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 4,4 % et en moyenne de 0,7 % par rapport à 1989 ;
  - l'augmentation du PIB en 1990 par rapport à l'année précédente a été de 0,9 %, après avoir été de 2,3 % en 1989 ;
  - le déficit commercial a été de 1,8 milliard de livres et celui de la balance des paiements courants de 1,4 milliard de livres.
- A la fin de 1990 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,8 million, soit 5,5 % de la population active.
- III. 21 — Le gouvernement annonce la suppression en avril 1992 de la « Poll Tax ».
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.

- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 2,2 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1991, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 15 — Le prix Nobel d'économie est décerné au britannique Ronald Coase pour ses recherches sur les entreprises et l'organisation industrielle.
- XII. 5 — La nomination d'un administrateur judiciaire consacre l'effondrement de l'empire Maxwell, un mois après la mort de son fondateur, désormais accusé de nombreuses malversations.

### **Suède**

- IX. 15 — Le parti social démocrate au pouvoir de 1932 à 1976 et depuis 1982 est devancé par la coalition de centre-droit. Le président du parti conservateur forme le 4 octobre un gouvernement minoritaire.

### **URSS**

- I. 13 — Un groupe de parachutistes attaque les installations de la télévision de Vilnius, capitale de la Lituanie. Un « Comité de salut national » est formé par des officiers et les dirigeants les plus conservateurs du PC lituanien qui affirme vouloir prendre le pouvoir. La foule s'oppose à cette action, quatorze lituaniens sont tués. Moscou nie avoir donné l'ordre de tirer, mais Mikhaïl Gorbatchev justifie cette intervention dont il n'aurait eu connaissance qu'à posteriori.
- 20 — 300 000 personnes manifestent à Moscou pour protester contre la tentative de coup de force en Lituanie.
- 22 — Publication d'un décret présidentiel retirant de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles, ce qui provoque la panique chez les petits épargnants.
- II. 19 — Boris Elstine, président de la fédération de Russie, demande la démission de Mikhaïl Gorbatchev.
- IV. 9 — Le Parlement de Géorgie vote à l'unanimité une déclaration qui proclame l'indépendance de la Géorgie. Le 14, Zviad Gamsakhourdia, président du Parlement depuis novembre 1990, se fait élire président de la République de Géorgie.
- 16-19 — Mikhaïl Gorbatchev est le premier haut dirigeant soviétique à se rendre au Japon. Aucun accord n'est conclu, ni sur le contentieux territorial des Kouriles du Sud, occupées depuis 1945 par l'URSS et revendiquées par le Japon, ni sur l'octroi d'une aide économique japonaise à l'URSS.

- VI. 5 — Mikhaïl Gorbatchev prononce à Oslo son discours de réception du prix Nobel de la paix au cours duquel il demande à l'Occident un « soutien massif » pour assurer la réussite de la perestroïka.
- 12 — Boris Elstine est élu dès le premier tour au suffrage universel président de la fédération de Russie avec 57,3 % des suffrages.
- 17 — Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants de neuf Républiques s'entendent sur un projet de traité de l'Union. Le Parlement ukrainien renvoie à septembre l'examen de ce projet.
- 19 — Les troupes soviétiques achèvent leur retrait de Hongrie et de Tchécoslovaquie.
- VIII. 18 — Deux jours avant la date prévue pour la signature du traité de l'Union, un putsch conservateur encercle Mikhaïl Gorbatchev dans sa résidence de vacances de Crimée.
- 19 — Les putschistes annoncent le remplacement à la tête de l'Etat de Mikhaïl Gorbatchev par le vice-président de l'URSS, Guennadi Ianaev. Des blindés prennent position dans le centre de Moscou. Boris Elstine demande à l'armée de s'allier avec le peuple pour faire échec à ce coup d'Etat. Il appelle à une grève générale et à la désobéissance civile. Washington exprime ouvertement son soutien à Boris Elstine et annonce le « gel » de la coopération américano-soviétique.
- 20-21 — Tension extrême à Moscou : le couvre-feu est ignoré par des dizaines de milliers de Moscovites qui sont dans la rue. Le 21, échec du coup d'Etat .
- 22 — Mikhaïl Gorbatchev regagne Moscou et remercie Boris Elstine et le peuple soviétique de s'être élevé contre ce coup d'Etat.
- Déboulonnement à Moscou de la statue de Félix Dzerjinski, fondateur en 1918 de la Tcheka, police politique ancêtre du KGB. Multiples manifestations hostiles au PC. Dans les pays Baltes et en Moldavie, les statues des pères du socialisme sont abattues.
- 23 — Boris Elstine annonce la suspension des activités du PC russe.
- 24 — Démission de Mikhaïl Gorbatchev de son poste de secrétaire général du PC. Il appelle le comité central à se dissoudre. Le PC est interdit dans l'armée et les organismes d'Etat. Les avoirs du parti sont placés sous le contrôle des parlements des Républiques.
- Boris Elstine reconnaît par décret l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie, après avoir reconnu celle de la Lituanie le 29 juillet.
- 25-26 — Les Parlements d'Ukraine et de Biélorussie adoptent des déclarations d'indépendance.

- IX. 2-6 — Session extraordinaire du Congrès des députés du peuple à Moscou. Adoption d'un dispositif institutionnel transitoire élaboré par Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants de dix Républiques. Création d'un nouvel organe exécutif, le Conseil d'Etat, composé du président de l'Union et des hauts responsables des Républiques.
- Première réunion du Conseil d'Etat qui reconnaît l'indépendance des trois Républiques Baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie). Elles sont admises au sein de la CSCE, le 10 et de l'ONU, le 17.
- 6 — Leningrad reprend son ancien nom, Saint-Pétersbourg.
- 11 — Mikhaïl Gorbatchev annonce que l'URSS va retirer deux mille huit cents des onze mille soldats soviétiques présents à Cuba.
- 17 — Alexandre Soljenitsyne est blanchi de l'accusation de « trahison » lancée contre lui lors de son exil forcé en 1974.
- 21 — 99,31 % des électeurs arméniens se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance de leur pays.
- X. 5 — Mikhaïl Gorbatchev propose à Georges Bush un désarmement prévoyant une liquidation totale des armes nucléaires tactiques.
- 11 — Suppression du Comité pour la sécurité d'Etat (KGB), remplacé par quatre services indépendants.
- 17 — Participation de l'URSS, avec un statut « d'associé spécial », à l'assemblée générale du FMI et de la Banque Mondiale. Une aide financière d'urgence de 7,5 milliards de dollars est promise à l'URSS par la CEE, le Japon et les Etats-Unis, à raison d'un tiers chacun.
- XI. 14 — Sept Républiques sur douze approuvent un nouveau projet de traité d'union politique qui prévoit de transformer l'URSS en « Union des Etats souverains » (UES). Mais le 25, les dirigeants de sept Républiques souhaitent qu'il soit examiné par leurs Parlements respectifs.
- 19 — Retour de Edouard Chevarnadze à la tête de la diplomatie soviétique.
- 21 — Signature à Moscou entre les représentants de huit Républiques sur douze et ceux du groupe des sept pays industrialisés (G7) d'un accord financier qui prévoit un rééchelonnement partiel de la dette extérieure soviétique.
- XII. 2 — Référendum en Ukraine, où une large majorité du peuple se prononce pour l'indépendance.
- 10 — A Minsk, capitale de la Biélorussie, proclamation de la fin de l'URSS par les présidents de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie et créateur d'une « Communauté d'Etats indépendants ». Mikhaïl Gorbatchev les rappelle au respect de la légalité constitutionnelle.

- 13 — Les cinq Républiques d'Asie centrale demandent à participer à cette nouvelle Communauté.
- 17 — Rencontre entre Boris Elstine et Mikhaïl Gorbatchev qui « d'un commun accord » décident que l'URSS cessera d'exister avant la fin de l'année.
- 21 — Signature d'un accord à Alma-Ata, au Kazakhstan, entre les dirigeants de huit Républiques ex-soviétiques et la Communauté d'Etats indépendants fondée le 10 décembre par les trois Républiques slaves : cet accord consacre la fin de l'URSS.
- 25 — Mikhaïl Gorbatchev annonce à la télévision russe sa démission de la présidence de l'Union soviétique.  
— La fédération de Russie remplacera l'Union soviétique en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies.
- 30 — Réunion à Minsk, des dirigeants des onze Républiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI). Aucun accord ne se dégage sur les structures de la Communauté ni sur la mise en place d'un « espace économique commun ». Chaque République conserve la possibilité de disposer de son propre commandement militaire.

### **Yougoslavie**

- II. 20-21 — Le parlement de la Slovénie, puis celui de la Croatie proposent la « dissociation » de la fédération en plusieurs Etats souverains et autonomes.
- VI. 25 — La Croatie et la Slovanie proclament leur indépendance.
- IX. 7 — Réunion à La Haye de la conférence de la paix proposée par la CEE. Lord Carrington, ancien chef de la diplomatie britannique est nommé à la tête de la conférence.  
8 — En Macédoine, 95 % des électeurs se pronocent par référendum en faveur de l'indépendance de leur République, proclamée le 15.  
17 — Accentuation de l'offensive de l'armée fédérale, rangée dans le camp serbe, contre les croates. L' accord de cessez-le-feu conclu entre Lord Carrington et les présidents de Serbie et de Croatie n'est pas respecté.
- XI. 19 — L'armée fédérale et les milices serbes achèvent de prendre le contrôle de Vukovar, ville de Slavonie, assiégée depuis trois mois. A Dubrovnik, un cessez-le-feu entre en vigueur le 13. Négociations sur la création de « corridors humains » prônée par la France et la CEE.  
27 — Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une résolution qui soutient les efforts de Cyrus Vance, émissaire des

- Nations-Unies depuis le 8 octobre pour favoriser le déploiement de « casques bleus » de l'ONU.
- XII. 8-9 — Nouveaux combats violents en Croatie, malgré le quatorzième accord de cessez-le-feu.
- 26 — Quatre Républiques yougoslaves, (la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine et la Slovénie) demandent à être reconnues par la CEE.

## France

- I. 1 — Pendant l'année 1990 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,3 % et en moyenne de 3,4 % par rapport à 1989 ;
  - la production industrielle, en glissement, baisse de 1,5 %, mais en moyenne elle a été en hausse de 1,4 % par rapport à 1989 ;
  - l'augmentation du PIB en 1990 par rapport à l'année précédente a été de 2,8 % après avoir été de 4 % en 1989 ;
  - le déficit de la balance commerciale a été de 49,5 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 45 milliards de francs.
- A la fin de 1990 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,5 millions, soit 9 % de la population active.
- 12 — Manifestations à Paris et en province contre la guerre dans le Golfe à l'appel du PCF, de l'extrême-droite, des Verts et des organisations pacifistes.
- 14 — Ultime projet de paix proposé par la France.
- 16 — Session extraordinaire du Parlement. Le recours à la force est approuvé à l'Assemblée nationale par 523 voix contre 43 et au Sénat par 290 voix contre 25. François Mitterrand appelle à la « cohésion nationale ».
- 29 — Démission du ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, qui estime que « la logique de guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés ». Nomination de Pierre Joxe comme ministre de la Défense. Il est remplacé au ministère de l'Intérieur par Philippe Marchand, qui y était secrétaire d'Etat.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 5,7 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,542 millions en fin de mois (cvs).

- Entrée en application d'une Contribution sociale généralisée (CSG) instituée par la loi de finances du 29 décembre 1990.
- Jacques Lesourne succède à André Fontaine à la direction du journal Le Monde.
- 3 — Loi tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail.
- III. 1 — En février :
  - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 3,4 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,587 millions en fin de mois (cvs).
- IV. 1 — En mars :
  - hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 4,9 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,603 millions en fin de mois (cvs).
- 24 — Michel Rocard présente le livre blanc sur l'avenir des retraites.
- V. 1 — En avril :
  - hausse de 0,3 % des prix de détail :
  - déficit du commerce extérieur de 1,7 milliard de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,636 millions en fin de mois (cvs).
- 13 — Loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile de France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes.
- 14 — L'Assemblée nationale approuve la création d'une commission d'enquête sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques sous la V<sup>e</sup> République.
- 15 — A la demande de François Mitterrand, démission de Michel Rocard, Premier ministre depuis le 10 mai 1988. Il est remplacé par Edith Cresson.
- 16 — Le gouvernement d'Edith Cresson ne comporte que cinq nouveaux ministres : Martine Aubry (Travail), Edwige Avice (Coopération et Développement), Jean-Louis Bianco (Affaires Sociales et Intégration), Frédérique Bredin (Jeunesse et Sports), Louis Mermaz (Agriculture et Forêt). Huit autres ministres changent d'attribution. L'Industrie et le Commerce extérieur, le Commerce et l'Artisanat, la Poste et les Télé-

- communications ont à leur tête des ministres délégués, rattachés à un grand ministère de l'Economie, des Finances et du Budget dirigé par Pierre Bérégovoy.
- 17 — Nomination de seize secrétaires d'Etat, dont neuf nouveaux. Trente-deux des quarante-cinq membres du gouvernement sont membres du PS.
- 22 — Déclaration de politique générale d'Edith Cresson à l'Assemblée nationale. Trois objectifs sont annoncés : muscler notre appareil productif, renforcer notre cohésion sociale, lutter contre les inégalités, les exclusions et le chômage.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 2,4 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,688 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — L'Assemblée nationale vote le projet de loi autorisant la ratification des accords de Schengen qui prévoient un espace sans frontières pour la circulation des personnes, à partir de 1993. Cet accord est ratifié par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le Sénat adopte définitivement ce texte le 27.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 3,8 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,720 millions en fin de mois (cvs) ;
  - hausse de 2,3 % du SMIC.
- 13 — Loi d'orientation pour la ville.
- 31 — Loi portant sur la réforme hospitalière.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 4 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,763 millions en fin de mois (cvs).
- 29 — Pierre Bérégovoy envisage des privatisations partielles d'entreprises publiques.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur est de 4,1 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,745 millions en fin de mois (cvs).

- 7 — Jean-Marie Le Pen , leader du Front national, annonce qu'il conduira la liste de l'extrême droite pour les élections régionales de mars 1992 dans les Alpes-maritimes. Le 8, l'industriel Bernard Tapie annonce qu'il sera aussi candidat au conseil régional Provence-Alpes-Côtes d'Azur, en étant tête de liste pour la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône.
- 16 — Edith Cresson annonce un « plan global » en faveur des petites et moyennes entreprises. Les principales mesures sont de nature fiscale.
- 18 — Le conseil des ministres approuve le projet de budget pour 1992, qui prévoit un freinage des dépenses publiques qui ne progresseront que de 2,9 %, avec priorité à l'éducation, la recherche, la culture et la justice.
- 29 — Manifestation à Paris de deux cent mille agriculteurs qui expriment leur inquiétude face au déclin du monde rural, à la chute des cours de la viande et aux projets de réforme de la politique agricole communautaire.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 3 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,772 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, annonce des « mesures d'urgence » en faveur des éleveurs. Mais l'agitation paysanne persiste jusqu'à ce que François Mitterrand demande que soit respecté l'ordre public.
- 16 — Le prix Nobel de physique est décerné au français Pierre Gilles de Gennes pour ses recherches sur les supraconducteurs, les cristaux liquides et les polymères.
- Martine Aubry, ministre du Travail, annonce des mesures pour favoriser l'embauche des jeunes sans qualification et le développement des « services aux personnes ».
- Accord entre le gouvernement et le Conseil d'administration de la Caisse d'assurances maladie des salariés pour aboutir à une « maîtrise négociée » des dépenses de santé.
- 17 — Manifestations à Paris et en province des infirmières, qui se poursuivent en novembre.
- 22 — Adoption à l'Assemblée nationale du projet de budget pour 1992, après que le gouvernement ait engagé sa responsabilité sur ce texte, la motion de censure du RPR, l'UDF et l'UDC n'ayant obtenu que 264 des 289 voix nécessaires.
- Accord salarial dans la fonction publique : les traitements progresseront de 6,5 % jusqu'en février 1993.

30-31 — François Mitterrand reçoit Mikhaïl Gorbatchev dans sa résidence de Latché (Landes) et lui confirme son soutien ainsi qu'à l'« union ».

- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 6,6 milliards de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,7 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Usinor-Sacilor annonce la suppression de 6 700 emplois avant la fin de 1994.
- 7 — Le gouvernement annonce le transfert de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg ainsi que la délocalisation en province ou en banlieue parisienne d'une vingtaine d'organismes publics.
- 10 — Réélection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de l'UDF pour un mandat de trois ans.
- Dans une interview télévisée, François Mitterrand annonce son intention de soumettre aux français une réforme des institutions au deuxième trimestre de 1992, qui porterait notamment sur la durée du mandat présidentiel.
- 15 — Un accord est passé après sept semaines de conflit entre le gouvernement et cinq organisations d'infirmières sur sept.
- 16 — Le Front national présente « cinquante mesures concrètes » pour « régler le problème de l'immigration ». Ces mesures suscitent l'indignation de toute la classe politique.
- 18 — La Banque de France relève le taux directeur de 8,75 % à 9,25 % pour défendre le franc.
- 19-21 — Quatrième sommet francophone à Paris qui réunit les représentants de cinquante Etats ou communautés utilisant le français.
- 21 — La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales depuis 1958 rend public son rapport.
- 25 — Le groupe Pinault prend le contrôle du Printemps en rachetant la participation de la famille suisse Maus.
- 27 — Le Conseil des ministres approuve le projet de loi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés avant 1990 par le virus du sida.
- 28 — Un comité interministériel d'aménagement du territoire décide de nouvelles mesures en faveur de l'agriculture et pour éviter le déclin des zones rurales.

- L'historienne Hélène Carrère d'Encausse est reçue à l'Académie française par Michel Déon.
- XII. 1 — En novembre :
  - hausse de 0,3 % des prix de détail ;
  - excédent du commerce extérieur de 533 millions de francs (cvs) ;
  - le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,825 millions (cvs), soit 9,8 % de la population active.
- 17 — Réélection de François Périgot à la présidence du CNPF.
- 18 — Edith Cresson annonce la fusion des activités industrielles du CEA et de l'électronique civile de Thomson.
  - Yves Sabouret, PDG de la chaîne de télévision, « La Cinq » annonce la suppression de 292 des 537 emplois.
- 23 — La Banque de France relève son taux directeur de 9,25 % à 9,60 %.
- 29 — Signature à Téhéran entre la France et l'Iran d'un accord mettant un point final aux contentieux financiers qui les opposaient depuis près de douze ans.
- 31 — La chaîne de télévision Cinq dépose son bilan.

## Sciences et Technique

- V. 19 — Premier vol du prototype de l'avion de combat Rafale.
- VII. 16 — La fusée Ariane met sur orbite le satellite européen ER-1 d'observation de l'environnement terrestre.
- XI. 9 — Au Joint European Torus (JET) situé près d'Oxford, un tokamak de fusion nucléaire allume un plasma d'hydrogène et produit de l'énergie, pour la première fois au monde.